

DES ENSEIGNEMENTS DU 4 SEPTEMBRE 1947 :

PARTICULARISMES IDENTITAIRES ET CONSTRUCTION NATIONALE

Domba Jean-Marc Palm
Directeur de recherche
Histoire politique-INSS/CNRST

La date du 4 septembre 1947 est importante dans l'histoire du pays. C'est la renaissance de la colonie de Haute-Volta, après 15 ans de démantèlement du territoire.

La problématique, ici posée, est l'édification de l'Etat-nation. L'Etat y ayant devancé la nation, la réalisation de son unicité est en permanence mise à l'épreuve par l'historicité des particularismes identitaires. Comment l'identité nationale en construction se conjugue-t-elle avec les « nationalités », souvent appelées ethnies ?

L'étude montre, pour commencer, comment des stratégies de massification ethnique et d'homogénéisation spatiale ont conduit à l'émergence du territoire colonial voltaïque. Elle analyse ensuite les péripéties vécues par ce territoire jusqu'à l'indépendance et après.

Création de la Haute-Volta

La Haute-Volta n'est pas née d'une dynamique interne des populations qui a unifié les différents territoires. La colonie a été créée, artificiellement, par la France, après la conquête en 1898 de ce qu'on peut appeler les pays voltaïques. Comment le colonisateur français a-t-il procédé ?

Le jeu ethnique du pouvoir colonial

Après la conquête, les pays voltaïques furent intégrés dans la colonie du Haut-Sénégal-Niger, en 1904. La Haute-Volta est née du dédoublement de cette colonie, dont la capitale était Bamako. Ce fut l'aboutissement d'une réforme globale de l'administration coloniale française. Il s'agissait d'assurer une meilleure gestion des territoires conquis, surtout après la révolte de la Boucle

du Mouhoun (1915-1916) qui mobilisa près de 300 000 combattants. Quelle fut la philosophie appliquée ?

Le rassemblement des territoires et des populations était dans une perspective d'homogénéisation de l'espace conquis. Pour ce faire, le colonisateur s'était fondé sur les anciens royaumes et espaces qui rassemblaient les mêmes ethnies et/ou des populations de même culture. C'est ainsi qu'on parlait du « pays mossi », du « pays *gurunsi* » ou du « pays lobi ».

Le rapport Delafosse, du nom du gouverneur du Haut-Sénégal-Niger, servit de base de débats. Celui-ci partait du constat que la colonie regroupait principalement deux groupes sociolinguistiques, le groupe mandé et celui dit voltaïque. Il préconisa la création de deux entités : celle du groupe « mandé » et celle du groupe dit « voltaïque ».

Les raisons tenaient au fait que le groupe *moaga*, le plus important du point de vue démographique en AOF (3000000 ha- chiffre fallacieux ne reposant sur aucune donnée scientifique), était éloigné de la capitale, Bamako. D'autre part, la révolte de 1915-1916, s'expliquait par la faible implantation de l'administration dans la colonie.

Créer la Haute-Volta c'était se donner à la fois, à l'Est, les moyens d'une utilisation rationnelle des potentialités humaines des *Moose* en faveur du développement des colonies voisines et parachever à l'Ouest de celui-ci « l'apprivoisement » des Bwaba, Bobo, Lobi, Marka, Samo, etc., populations jugées insuffisamment soumises.

La première proposition était la création d'une colonie avec pour capitale Bamako et la seconde centrée sur Ouahigouya ou Bandiagara. Cette proposition n'eut pas l'adhésion de tous les administrateurs coloniaux.

En effet, certains administrateurs, comme le gouverneur sortant de la colonie, Périquet, émirent des réserves. Il estimait que la proposition de Delafosse maintenait intégralement la cohésion des Mossi, des Lobi, mais coupait en deux les Touareg, les Bambara, les Sénoufo, les Bobo pour ne parler que des

principaux groupes ethniques. Le gouverneur en exercice du Haut-Sénégal-Niger, Brunet, ajouta aux arguments du précédent une inquiétude sécuritaire liée à la « diversité des races ». Il estimait qu'il était précoce, voire imprudent de compromettre la tranquillité des Mossi en les incluant dans une même entité que des populations insuffisamment « pacifiées ». Même le gouverneur de Côte d'Ivoire, favorable au dédoublement de la colonie proposa, au nom d'une prise en compte des « grandes divisions ethniques », une colonie des Mossi, fondée en quelque sorte sur le *Mogho* précolonial et ses zones d'attraction afin que la Côte d'Ivoire puisse annexer le cercle de Bobo-Dioulasso.

Finalement, le gouverneur de l'AOF, Angoulvant, trancha en faveur d'une colonie multiethnique. Le colonisateur a tenté d'identifier les ethnies et leur territorialisation dans des unités administratives, appelées cercles. Des groupes ethniques, parfois en conflit, pouvaient être regroupés dans un même cercle.

C'est ainsi que la colonie de Haute-Volta vit le jour par un décret du 1^{er} mars avec les Cercles de Bobo-Dioulasso, Gaoua, Ouagadougou, Dédougou, Dori, Fada-N'Gourma, Say (rétrocédé en 1927 au Niger), avec pour capitale Ouagadougou. Pourquoi ?

Cela tient à la logique du colonisateur qui construisait les colonies autour du groupe ethnique majoritaire, centre de diffusion de l'autorité coloniale. Ce fut le cas au Sénégal, autour des Wolofs, en Côte d'Ivoire autour du groupe Akan et des Bambara au Soudan (Mali actuel).

En Haute-Volta, le « bloc mossi » servit de noyau central de l'architecture administrative coloniale. Les autres structures administratives furent centrées sur Ouagadougou. Il fallait alors consolider la cohésion du centre de diffusion de l'autorité. C'est pourquoi le gouverneur Edouard Hesling, premier gouverneur de la colonie, s'attacha à réorganiser le « bloc mossi » afin de mieux prendre en compte les réalités politiques et ethniques.

Ainsi, le cercle de Ouahigouya fut détaché de celui de Ouagadougou pour devenir autonome en 1920. Celui de Tenkodogo fut créé en 1921. Koudougou

et Kaya devenaient aussi cercles en 1922. Auparavant, le gouverneur s'était assuré de l'indépendance de ces structures vis-à-vis de Ouagadougou.

Cette structuration se solda, en quelque sorte, par la restauration de l'ossature administrative des anciens royaumes *moose*. La spécificité *moaaga*, s'effrita avec la disparition de la colonie en 1932.

L'écartèlement de la Haute-Volta

Le décret du 5 septembre 1932, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1933, supprima la Haute-Volta répartie entre les autres colonies. Le Niger reçut les Peul et les Toureg du cercle de Dori, amputé du canton d'Arbinda. Il reçut également les Gourmantché du cercle de Fada-N'Gourma.

Le Soudan (Mali actuel) bénéficia du canton d'Arbinda, des *Moose* de Ouahigouya et de la subdivision de Tougan.

La Côte d'Ivoire reçut le plus gros lot, 56% du territoire, comprenant : Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, Kaya, Tenkodogo, Koudougou, Gaoua et Batié.

Il fallait que la population de la colonie (près de 3000000) serve au développement de colonies jugées plus rentables, surtout la Côte d'Ivoire qui manquait de bras pour les plantations, divers travaux (infrastructures portuaires et routières) et au Soudan pour l'Office du Niger pour la production de riz et de coton. Les raisons avancées étaient des économies budgétaires et la non-viabilité de la colonie. Le Niger et la Mauritanie vivait la même situation économique calamiteuse que la Haute-Volta à la même époque.

En réalité, la colonie a été sacrifiée sur l'autel de la relance économique de la France frappée par la crise économique de 1929, sous la pression des hommes d'affaires, des exploitants agricoles et forestiers européens constitués en lobby. La Métropole s'était repliée sur l'Empire avec pour objectif, l'intensification de l'exploitation des colonies fondée sur le concept de pôles de développement. Il fallait organiser des migrations vers des régions de grande concentration

d'investissements et dotées de potentialités agro-forestières relativement élevées, mais de faibles capacités de travail.

Le fait frappant était le démantèlement conscient du « bloc mossi » qui avait servi de pivot à la construction de la colonie. Peut-être que le colonisateur n'avait pas voulu transférer une proto-nation dans une seule colonie. Par ailleurs, il était convaincu « *qu'aucun sentiment national n'y sera heurté, vu la diversité des races* ». Grossière erreur que les actions des chefs traditionnels *moose* et des élites de toutes les ethnies allaient démentir.

La reconstitution de la Haute-Volta

Dès 1932, le *Mogh'Naaba* Kom et par la suite son fils *Naaba* Saga II n'ont cessé de revendiquer le rétablissement de la colonie. Le premier souverain protesta vigoureusement auprès du gouverneur de la Côte d'Ivoire, celui de l'AOF et même du député Blaise Diagne pour exiger l'annulation de la décision.

Les revendications allaient aboutir, cinq ans plus tard, à la création d'une région administrative regroupant les cercles de Bobo-Dioulasso, Gaoua, Dédougou, Kaya, Tenkodogo, Koudougou, Ouagadougou par un décret du 13 juillet 1937, appliqué au 1^{er} janvier 1938. Elle fut placée sous l'autorité d'un administrateur supérieur, représentant le Gouverneur de Côte d'Ivoire, avec pour siège Ouagadougou et dénommée Haute-Côte d'Ivoire. Mais cette décision n'était pas satisfaisante pour les chefs *moose* et les élites.

Naaba Saga II poursuivit la lutte de son père. En 1946, il renouvela au Haut Commissaire une demande de reconstitution de la Haute-Volta. Dans sa lettre, il souligna les conséquences désastreuses de l'écartèlement de la colonie sur l'économie du territoire, l'exploitation sans merci des Voltaïques dans les pays où ils ont été repartis. Il entreprit, malgré les interdits coutumiers de rencontrer, le 17 juillet 1946, le *Yatenga Naaba* Tigré. Cette action était plus politique qu'ethnique.

La revendication allait être favorablement étudiée grâce à la situation internationale et en AOF. En effet, après la Deuxième Guerre mondiale, les

colonisés avaient pris conscience de leur statut de colonisés. Les réformes de Brazzaville qui préconisaient l'association des colonisés à la gestion de leur territoire, allaient servir la cause voltaïque. C'est ainsi que les populations voltaïques devaient participer aux élections à la Constituante du 21 octobre 1945. Le poids électoral de la Haute-Côte d'Ivoire était lourd. Sur les 30000 inscrits, 16000 étaient de cette zone dont 12000 pour le seul *Moogho*.

La Côte d'Ivoire devait élire deux députés, dont un pour le premier collège (celui des citoyens) et le second pour le deuxième collège (celui des non-citoyens). Dans le second collège, 14 candidatures furent enregistrées, dont celles du *Balum'Naaba* et de Félix Houphouët-Boigny. Dans la quête de la reconstitution de la Haute-Volta, le *Mogh'Naaba* Saga II avait créé un parti, l'Union pour la défense des intérêts de la Haute-Volta (UDIHV), avec l'aide de l'Eglise catholique. Mgr Thévenoud avait choisi des intellectuels *moose* pour aider le *Naaba* dans cette tâche. Celui-ci mena la campagne pour son candidat, tant et si bien qu'il fallut un deuxième tour, aucun candidat n'ayant eu des voix suffisantes au premier. Les *Moose* avaient voté pour le ministre du *Mogh'Naaba* et ceux de l'Ouest choisirent l'Ivoirien qui l'emporta par 12980 voix contre 11621.

Aux élections législatives de 1946, Houphouët-Boigny, conscient du poids électoral des *Moose*, déclara ne pas être opposé à la reconstitution de la Haute-Volta. Le *Mogh'Naaba* retira alors la candidature de son frère, Etienne Congo. Puis l'Ivoirien négocia avec le souverain de Ouagadougou une liste dite « sacrée » comprenant : Félix Houphouët-Boigny, Philippe Zinda Kaboré et Daniel Ouezzin Coulibaly. La liste fut brillamment élue avec 125 285 voix sur 127 000. Zinda Kaboré était le candidat des *Moose* et devait œuvrer à la reconstitution de la colonie. Malheureusement, il mourrait le 25 mai 1947 à Abidjan, avant d'avoir accompli sa mission.

Le souverain *moaga* poursuivit sa mission. Dans ce cadre, il avait rencontré le président Vincent Auriol à Niamey, en avril 1947, et lui avait soumis sa revendication. La promesse lui fut faite de réunir son peuple dans un seul territoire.

A l'action des souverains *moose*, il faut ajouter celle des élites, qui, à travers des partis politiques comme l'Union voltaïques (UV) avec des hommes, comme Joseph I. Conombo et Nazi Boni soutenaient la lutte du *Mogh'Naaba*.

La situation internationale allait servir la cause des nationalistes voltaïques. L'exclusion du PCF du gouvernement, du fait de la guerre froide, avait entraîné l'intensification de la lutte contre le RDA. La reconstitution de la Haute-Volta prenait alors la signification d'une opération politique destinée à soustraire la Haute-Côte d'Ivoire de l'influence de la Basse Côte d'Ivoire. Dans cette logique, le décès de Zinda Kaboré offrait l'occasion de faire élire un député autre que du RDA. La renaissance du territoire servait ces desseins. La reconstitution ne se fit pas sans écueils.

Les obstacles à la reconstitution de la colonie

La volonté de recréer la colonie se heurta à des écueils. Par souci d'éviter la « contagion communiste », la France pensa créer une colonie ne comprenant que des Mossi. Ainsi, ceux-ci ne seraient plus en contact avec les populations de l'Ouest fortement influencées par le RDA.

Celles-ci ne souhaitaient pas, du reste, faire partie de la nouvelle colonie, avec les *Moose* dont elles se sentaient éloignées sur le plan culturel, craignant ce qu'elles appelaient « une *mossification* » de tout le territoire. Le RDA, fortement présent à l'Ouest, entretenait le refus du retour à la nouvelle Haute-Volta, ayant perçu la manœuvre politique qui menaçait sa survie. Mais en son sein, les avis étaient partagés.

Le *Yatenga Naaba*, craignait, en revenant à la Haute-Volta, de se trouver sous la coupe du *Mogh'Naaba* de Ouagadougou. Le chef de Fada N'Gourma, se sentait bien au Niger et ne souhaitait pas revenir à la nouvelle colonie.

Finalement toutes ces réticences furent vaincues et la colonie fut reconstituée par un décret du 4 septembre 1947, dans ses frontières de 1932. Le rapport de forces, à l'époque, ne pouvait pas permettre aux leaders du RDA de s'opposer frontalement au projet. En outre, le leader du mouvement ne pouvait pas

oublier la promesse faite au souverain *moaga* lors des élections. Ils firent donc contre mauvaise fortune, bon cœur.

C'est donc dans un contexte d'affrontements que la colonie a été reconstituée. Cependant, les oppositions n'avaient pas disparu.

La persistance des rivalités ethniques et régionalistes après 1947

La renaissance de la Haute-Volta, malgré l'émergence d'une sorte de conscience nationale née des luttes pour sa reconstitution, n'avaient pas éliminé les sentiments ethniques et régionalistes. La politique de diviser pour régner de l'administration coloniale, surtout du gouverneur Albert Mouragues, avait laissé des traces profondes.

Dans sa lutte contre le RDA, il avait divisé le pays en deux : l'Est-Mossi et l'Ouest-non Mossi. Cela a instauré une sorte d'opposition géopolitique, jamais ouvertement déclarée, qui a pourtant pesé sur l'évolution politique du territoire voltaïque. Elle a engendré une forte rivalité entre Bobo-Dioulasso, capitale régionale de l'Ouest et Ouagadougou, capitale régionale de l'Est et chef lieu de la colonie. La concurrence entre les deux villes allait s'accroître en 1952 quand le président du Conseil régional, Joseph Ouédraogo, demanda au gouverneur Roland Pré de transférer la direction de tous les services administratifs, jusque là basés à Bobo-Dioulasso, à Ouagadougou. Cet acte fut interprété comme une volonté des *Moose* d'étouffer l'Ouest pour le dominer.

Déjà en 1948, lors de l'adoption du budget, Nazi Boni et Joseph Conombo s'étaient affrontés sur sa répartition. En effet, la région de Ouagadougou avait retenu 50% pour elle et les 50% pour le reste de la colonie. Nazi Boni s'était écrié : «*Certains croient que la Haute-Volta s'arrête aux frontières du Goungha*».

En 1951, mécontent de sa place sur la liste électorale de l'UV (4^{ème}), il interpréta cela comme une volonté de l'Est de priver l'Ouest d'un député. Il constitua alors une liste indépendante dénommée « Amicale voltaïque »,

composée exclusivement d'hommes de l'Ouest (Palé Welté, Diongolo Traoré, Blaise Benon, Oussé Djiri).

En 1954, il quittait l'UV, suite à des contradictions internes liées au choc des ambitions et d'essence régionaliste. Il créait son parti, le Mouvement populaire africain (MPA), le 29 août 1954.

Le transfert des directions administratives de Bobo-Dioulasso à Ouagadougou, l'a conduit à revendiquer, en cette même année, la création d'un neuvième territoire à l'Ouest, pour se séparer des *Moose*. De nombreux fonctionnaires durent quitter la ville qui a souffert de cette hémorragie. L'Ouest se vit en parent pauvre du territoire. Pour Nazi Boni et ses partisans, « *l'Ouest payait pour les Mossi* ». L'autonomie de la région s'imposait pour pouvoir se développer. Le projet fit long feu à cause de l'opposition du RDA voltaïque, de la Côte d'Ivoire et du Soudan, dont certaines régions devaient être incluses dans le nouveau territoire.

Pour lutter contre la division du territoire en Est-mossi et Ouest non-mossi, le RDA fusionna en septembre 1956 avec le PSEMA de Joseph Conombo, pour donner le Parti démocratique unifié (PDU). Cette fusion permettait aussi au Mouvement panafricain de prendre pied en pays *moaaga*. Mais en 1957, pour la conquête du pouvoir, il signait un accord, avec le MDV de Gérard K. Ouédraogo, qui excluait les *Moose* du centre.

Quand en 1959, Maurice Yaméogo, qui avait remplacé Ouezzin Coulibaly à la tête du pays, se sentit menacé, il eut recours au régionalisme, estimant que son éviction au profit de Christophe Kalenzanga, serait celle des populations non-mossi, dans la mesure où, selon lui, les Mossi du centre ont toujours traités ceux de Koudougou de *Gurunsi*.

Mais une fois maintenu à son poste de président et à la recherche d'une assise politique à l'Est, il obligea des maisons de commerce, telles que Monoprix, à déménager à Ouagadougou.

Ces exemples montrent que l'ethnie et la région ne sont que des moyens de lutte utilisés par les hommes politiques selon leurs intérêts du moment. Aussi, la division est-ouest n'exprime, à notre avis, qu'un sentiment de particularisme et une volonté de défendre son droit au développement. Nous estimons qu'elle n'a jamais véritablement reflété une volonté séparatiste. Mais des risques existent.

Des velléités de rupture se font régulièrement jour. Outre 1954, il faut signaler l'apparition du Mouvement autonomiste de l'Ouest (MAO) et sa volonté de créer une République en 1977, le KénéDougou. Ce mouvement semble avoir été en réalité un coup de semonce des hommes politiques de l'Ouest à l'endroit du pouvoir pour qu'une plus grande attention soit accordée à leur région qu'ils trouvaient délaissée. Il rappelait aux autorités la fracture que connaissait le pays et qui pouvait conduire à des déchirures profondes.

Il importe d'aborder la question ethnique et régionaliste avec une grande prudence. C'est pourquoi, à l'indépendance, le problème fondamental qui se posait aux nouvelles autorités était comment réussir à construire une nation « une et indivisible » en situation pluriethnique.

Essai de solutions aux problèmes identitaires

Les moyens utilisés pour édifier un Etat-nation ont été la conservation du nom du pays hérité de la colonisation et l'imposition du parti unique.

Le nom Haute-Volta permettait de préserver la cohésion et l'unité de la soixante d'ethnies du pays en ce qu'il n'était issu d'aucune d'elles. Cela favorisait la synergie des forces centripètes en faveur de la construction de l'identité voltaïque...d'autant plus que la nation à édifier visait à inculquer la conscience d'une communauté de destin.

Le parti unique poursuivait les mêmes objectifs. Il était sensé exprimer l'unité de la nation en formation contre des forces de ségrégation qui résulteraient d'organisations politiques à base ethnique ou régionaliste. Le cas de l'UV vient

à l'esprit. Officiellement les différences d'appartenance ethnolinguistiques entre citoyens et militants du parti étaient occultées.

En fait, l'Etat s'est maintenu sans grandes déchirures nationalistes parce qu'il a su prendre en considération ces différences dans le partage du pouvoir selon des logiques clientélistes. Car, les identités ethniques ne se politisent que lorsque l'Etat les politise en les niant ou en les réprimant. Malheureusement, le parti unique n'est pas nécessairement l'expression d'un mouvement national. La gestion du RDA l'a prouvé. Il y avait un hiatus entre les actes et le discours officiel. Le parti unique est apparu comme un moyen d'embrigadement de la population et l'imposition d'une dictature.

La question identitaire est devenue plus complexe avec la sécheresse des années 1973-1974 et les migrations qu'elle a engendrées. Des populations du Centre, du Plateau central, du Nord et du Sahel se sont massivement installées à l'Ouest et au Sud-ouest. Les différences culturelles et la question foncière sont devenues dans les régions d'accueil des pommes de discorde entre autochtones et migrants. Régulièrement, surtout avec les ambitions politiques, des échauffourées sont régulièrement signalées dans différentes zones du pays. L'Etat peine à y trouver des solutions idoines.

La RDP, venue en 1983, accorda à la question nationale une attention particulière. Les mesures prises dans ce sens furent :

- la suppression de la mention ethnie sur la carte d'identité nationale, dès 1984 ;
- le changement de nom du pays à partir des langues principales, *Moore, Dioula et Ffulde* ;
- le changement de l'hymne national, appelé *Dytanié* (lobiri).

En utilisant les trois langues les plus parlées et celle d'une minorité, les autorités affichaient leur volonté de ne privilégier aucune ethnie et voulaient minimiser les frustrations des nombreuses ethnies du pays.

La politique de décentralisation visait le même objectif. Les provinces regroupaient les grands groupes ethniques de chaque région. La dénomination de ces entités administratives à partir des données politiques, linguistiques, sociales et culturelles endogènes répondait à un souci de souveraineté et surtout d'authenticité qui permettait aux populations de se réapproprier leur histoire. L'ambition était de reconnaître les particularismes et les fondre dans un ensemble. Malheureusement cette politique a conduit au réveil des vieux démons des particularités ethniques, locales et/ou régionalistes.

Cela s'est manifesté avec la IV^{ème} République qui a poursuivi cette politique avec l'augmentation du nombre de provinces et la création de 13 régions. De nombreuses localités exigent d'être érigées en province ou refusent d'appartenir à des régions.

Le phénomène existe toujours avec la création des associations de ressortissants de telle ou telle région. Sous couvert de solidarité, elles servent à d'autres fins, surtout politiques. Souvent, elles ont recours au repli identitaire et régionaliste pour instrumentaliser les populations. Les récents événements prouvent à l'envi cette vérité. Face à la persistance de ce mal, quelles sont les perspectives ?

Que faire ?

D'abord prendre conscience du phénomène et ne pas le minimiser. L'œuvre de construction nationale demeure sous la menace potentielle des forces centrifuges, au premier desquelles on peut redouter le repli identitaire et le régionalisme. La faible conscience nationale peut faire connaître au pays de grands dangers et servir de terreau aux menaces terroristes.

Remuer les cendres du passé est le premier acte qui permet de remonter le fil du temps et de donner à la jeunesse des éléments pour ne pas verser dans le désespoir afin de modifier le cours de l'histoire. En effet, préparer l'avenir suppose qu'on s'enracine dans son passé et qu'on l'assume (ce qui paraît glorieux et ce dont est peu fier).

Cette prise de conscience permet d'œuvrer à l'édification d'un Etat de droit légitime et stable dans lequel les populations se reconnaissent. Cela participe également à la construction d'une identité nationale. Il s'agit d'édifier un idéal politique qui convainc le peuple qu'il est maître de son sort. Dans ce combat, les intellectuels ont un grand rôle à jouer en menant des débats d'idées qui sont souvent remplacés par le choc des ambitions. Ils ne devraient pas sacrifier sur l'autel des intérêts immédiats et individuels.

Les pouvoirs publics ont pour devoir d'abandonner la politique d'affection (famille, ethnies, coreligionnaires, etc.) pour celle des compétences et du mérite. L'arbitraire et l'informel dans la gestion du pays doivent prendre fin afin que l'idée de l'Etat soit restituée avec les principales valeurs que sont la vertu, la citoyenneté, le patriotisme.

Il nous faut également voir dans la démocratie, un système dans lequel on bâtit durablement en songeant à l'avenir et non au lendemain dans le respect des règles du jeu démocratique.

Pour ce faire, une ouverture du débat s'impose ainsi que la transparence dans la gestion de la chose publique, la liberté d'opinion et de son expression, c'est-à-dire, le droit à la différence. Cela développerait l'esprit d'émulation et de compétitivité, mettrait des garde-fous à toute centralisation excessive de la pensée, du pouvoir et des richesses.

Dans ce sens, la décentralisation initiée depuis quelques années devrait être poursuivie, renforcée et améliorée afin que les populations prennent véritablement en mains leur avenir et que les différentes régions du pays se développent de manière équitable et harmonieuse.

Conclusion

La renaissance de la Haute-Volta, en 1947, traduit ce qu'on pourrait appeler le patriotisme voltaïque, malgré la manipulation des ethnies par le colonisateur.

L'émergence de cette conscience « nationale » n'a pas éliminé les problèmes ethniques et régionalistes qui demeurent et empoisonnent la vie politique du

pays, en dépit des tentatives de solutions esquissées par les pouvoirs successifs.

Ces sentiments sont généralement instrumentalisés par certains intellectuels à des fins électoralistes personnelles. Ils ne sont pas conscients des dangers qu'ils font courir au pays, surtout en ces temps de grande instabilité.

En Haute-Volta, aujourd'hui Burkina Faso, l'Etat y a devancé la nation. Celle-ci est, à n'en pas douter, véritablement en construction. Mais, elle n'est jamais définitivement acquise. Aussi, paradoxalement, la pérennité de l'identité nationale devrait prendre en compte les identités locales. C'est une œuvre collective à laquelle chacun devra s'impliquer.